Le "rêve chinois" ne doit pas devenir le "cauchemar européen"

Il y a 15 ans, la Chine est entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avec la promesse qu'en 2016 serait examinée la possibilité de lui reconnaître le statut d'économie de marché. La Commission européenne estime qu'elle doit préparer cette échéance, pendant que les Etats-Unis n'entendent pas bouger. La Chine joue sur les divisions des Européens et leur peur de mesures de rétorsion. Pourtant tout le monde en Europe sait que l'économie chinoise n'est pas encore devenue une économie de marché, mais que la Chine a déjà acheté des pans entiers de l'économie européenne.

Loin d'être un gadget, ce statut conditionne les procédures antidumping à l'égard des produits chinois. Un passeport sans visa qui minerait le système européen de défense commerciale et priverait l'Union de la capacité de se protéger. Après le port d'Athènes et 45% de l'énergie au Portugal, l'actualité c'est, le 3 février dernier, le rachat par le groupe public ChemChina, géant de la chimie chinois, de Syngenta, premier fabricant d'herbicides mondial, tandis que l'acier chinois menace toute la production européenne et qu'Alibaba s'apprête à s'installer en Europe.

Le Parlement européen a engagé cette semaine le débat ; il doit, comme souvent dans les affaires de commerce international, défendre l'intérêt des Européens et obliger la Commission européenne à engager une action devant l'OMC pour faire reconnaître que ce qui avait été imaginé il y a 15 ans, n'est pas devenu réalité : la Chine n'est pas une économie de marché.